

SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N) DELIBERATION

COMITE SYNDICAL DU 17 DECEMBRE 2025

Objet : Mise en place d'un dialogue sur l'opportunité d'un rapprochement avec le syndicat mixte Numérian sur le développement des usages et services numériques

L'an deux mille vingt-cinq, le mercredi 17 décembre à 10 heures, le Comité syndical du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, dûment convoqué le jeudi 11 décembre, s'est réuni par suite d'une absence de quorum lors de la séance du 11 décembre 2025, en session ordinaire, en visioconférence, au siège du syndicat, sous la présidence de Didier-Claude BLANC.

NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSE	NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSE
BLANC D.-C. (PR)	X			MAISONNAT P.			X
MASSEBEUF I. (VP)			X	LADEGAILLERIE J.	X		
TOURVIEILHE M. (VP)			X	SOULIGNAC F.			X
FERNANDEZ M. (VP)			X	FERROUSSIER F.			X
BRUN C. (VP)	X			LEBRAT J.			X
FALCONE C. (VP)			X	MATHON C.			X
BONNET-FERRAND V.			X	INARD P.			X
AURIAS C.			X	REY C.			X
GAUCHER S.			X	FERLAY A.			X
SAULIGNAC H.			X	DEVOCHELLE C.			X
JOUVET P.			X	GINEVRA S.			X
ANGELI X.			X	LARUE F.			X
ANJOLRAS H.			X	MANTONNIER L.			X
ROUVEYROL B.	X			MASSOLA C.			X
BOYER J.			X	MARCAILLOU P.			X
CARRIER M.			X	MATTRAS J.-M.			X
ALBERTI A. (supp.)	X			MOLINIE S.			X
COLL N.	X			MOSSAZ P.			X
DECONINCK S.			X	NAJI D.			X
DECULTY J.-P.			X				

Pouvoir : 0

Secrétaire de séance : Claude BRUN.

EN EXERCICE : 39 PRESENTS : 6 (18 voix) VOTANTS : 6

Quorum : Non requis pour cette séance.

Le Comité syndical

- Vu les articles L. 1425-1 et L. 1425-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu les statuts respectifs du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (ADN) et du syndicat mixte Numérian ;
- Vu le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de l'Ardèche et de la Drôme, porté par le syndicat mixte ADN ;
- Vu le rapport ;

Considérant que le syndicat mixte ADN définit la politique publique du numérique sur les territoires Ardéchois et Drômois ;

Considérant le syndicat mixte Numérian se définit comme un Opérateur Public de Service Numérique (OPSN) ;

Considérant que les syndicats mixtes ADN et Numérian interviennent dans des domaines connexes, selon des compétences statutaires distinctes, qu'il convient de respecter dans le cadre du principe de spécialité applicable à tout établissement public ;

Considérant que, dans un objectif de sécurité juridique et de bonne administration, il importe de prévenir toute confusion quant à la répartition des compétences, notamment en ce qui concerne les interventions relevant de l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales, lesquelles relèvent exclusivement du syndicat mixte ADN sur les départements de l'Ardèche et de la Drôme ;

Considérant, néanmoins, que pour être distinctes, les compétences respectives de ces deux établissements n'en sont pas moins complémentaires ;

Considérant que cette complémentarité peut être source d'efficacité et de bonne gestion des deniers publics dès lors qu'elle s'inscrit dans une coopération lisible, structurée et respectueuse des compétences propres à chaque syndicat ;

Considérant, à ce titre, que les usages et services numériques peuvent utilement s'appuyer sur l'existence physique d'un réseau public déployé sur le territoire par le syndicat mixte ADN, lequel constitue, à l'aune de l'arrêt programmé du réseau cuivre, l'infrastructure de référence pour les départements de l'Ardèche et de la Drôme ;

Considérant, en effet, que, pour les collectivités et les usagers, l'enjeu ne réside pas seulement dans le déploiement d'une infrastructure fiable et performante, mais également dans la capacité à en faire un levier structurant pour l'émergence de nouveaux usages ;

Considérant que cette situation justifie une meilleure coordination des actions publiques menées par les deux syndicats, sans préjudice de leur autonomie statutaire respective ;

Considérant que le rapport d'observations définitives, délibéré le 8 août 2025 par la Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes, dans le cadre du contrôle des comptes et de la gestion du syndicat mixte ADN, a relevé que le syndicat mixte ADN avait intégré la dimension des usages et services numériques dans sa stratégie territoriale d'aménagement numérique, en application de l'article L. 1425-2 du Code général des collectivités territoriales, et a recommandé de mieux structurer et valoriser cette approche auprès des collectivités publiques. ;

Considérant, en conséquence, que le syndicat mixte ADN a vocation à définir les orientations stratégiques en matière d'infrastructures et d'usages numériques sur les territoires de l'Ardèche et de la Drôme ;

Considérant qu'il appartient au syndicat mixte Numérian, dans l'objectif de rechercher un alignement avec le syndicat mixte ADN, porteur et pilote de la compétence prévue à l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales, de travailler à la clarification et à la sécurisation de ses missions dans une logique de complémentarité ;

Décide :

- ARTICLE 1 : DE PRENDRE ACTE de la volonté du syndicat mixte ADN de s'inscrire dans une démarche de dialogue avec le syndicat mixte Numérian, dans le respect des périmètres de compétences propres à chacun des deux établissements ;

- ARTICLE 2 : DE FAVORISER, dans le cadre de cette démarche, des actions mutualisées, notamment à l'échelle des directions générales des deux syndicats, pour améliorer la lisibilité de l'action publique dans le domaine du numérique sur le territoire;

- ARTICLE 3 : DE RECONNAÎTRE l'intérêt, pour chaque syndicat, de procéder, par les moyens qu'il juge appropriés, à un diagnostic préalable, notamment sur les plans juridique, organisationnel et financier dans la perspective d'un éventuel rapprochement ;

- ARTICLE 4 : DE PRÉCISER que cette démarche n'emporte ni fusion des établissements, ni transfert ou redéfinition de leurs compétences respectives, lesquelles demeurent pleinement exercées par chacun dans le cadre de son périmètre statutaire ;

- ARTICLE 5 : DE PRÉCISER que la présente délibération ne préjuge pas des suites concrètes qui pourront être données à cette démarche de rapprochement, lesquelles feront, le cas échéant, l'objet de nouvelles décisions formelles par les organes compétents des syndicats concernés ;

ARTICLE 6 : D'AUTORISER le Président du syndicat mixte ADN ou son représentant à signer toutes pièces utiles non financièrement engageante à l'exécution de la présente délibération et dire que le Président en rendra compte au titre de son devoir d'information.

Votes « pour » : 7 (Didier-Claude BLANC, Claude BRUN).

Votes « contre » : 7 (Jacques LADEGAILLERIE, Bernard ROUVEYROL).

Abstention : 4 (Norbert COLL, Antoine ALBERTI).

** Conformément à l'article 8-2 des statuts du syndicat mixte ADN, lorsqu'il y a égalité des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.*

Le secrétaire de séance

Le Président

Claude BRUN

Didier-Claude BLANC

La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et le cas échéant, de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble.

À cette fin et dans les conditions prévues par le Code de justice administrative, une requête peut être déposée :

- Soit directement à l'accueil du tribunal ;
- Soit en ligne via le téléservice « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr) ;
- Soit par voie postale, de préférence par recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Grenoble

2 Place de Verdun
Boîte Postale 1135
38022 Grenoble Cedex

En application des dispositions du Code des relations entre le public et l'administration, il est également possible, avant l'expiration du délai de recours contentieux, d'exercer un recours gracieux à l'encontre de la présente délibération. Dans cette hypothèse, le délai de recours contentieux est interrompu et un nouveau délai de deux mois commence à courir à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet.

Ce recours doit de préférence être effectué par écrit en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte Ardèche Drôme Numérique

8 avenue de la Gare
CS 20125 Alixan
26958 Valence Cedex 9